

Impossible d'accepter la moindre attaque contre nos retraites ! Dehors Macron et sa politique tout de suite !

La délégation permanente issue de la rencontre nationale du 13 mars s'est réunie ce samedi 3 juillet.

Rappel : Le 13 mars dernier, la rencontre nationale des comités pour l'unité a réuni plus de 250 militants syndicalistes et politiques de différents secteurs professionnels et sensibilités politiques et syndicales, venus de toutes les régions du pays. Ces 250 délégués, représentant 145 groupements constitués principalement dans les entreprises, ont alors déclaré : « *Au moment où l'incurie de ce gouvernement débouche sur une catastrophe sanitaire, les échanges ont souligné l'importance cruciale de l'unité pour permettre aux travailleurs et aux jeunes d'en finir avec cette politique anti-ouvrière de chômage et de misère. La poursuite de la politique de Macron au service des banques et des spéculateurs mènerait le pays et le peuple travailleur à la ruine.* »

Aujourd'hui, 3 juillet, nous constatons, comme tous les travailleurs de ce pays, que Macron et son parti ont, le 20 juin dernier, recueilli 3 % des voix des électeurs inscrits. Plus de 80 % des ouvriers, plus de 70 % des employés et l'immense majorité des jeunes ont refusé d'aller voter. Ce rejet frappe non seulement le gouvernement Macron, mais plus généralement la V^e République, un régime politique qui n'autorise que les décisions conformes aux exigences des capitalistes, des banquiers et des spéculateurs.

Nous constatons qu'à ce rejet dans les urnes correspond une mobilisation croissante dans les grèves, manifestations et mobilisations des travailleurs et de la jeunesse. La grève des travailleurs d'Aéroports de Paris se poursuit et s'approfondit contre la décision du conseil d'administration (dans lequel les représentants du gouvernement sont majoritaires) de baisser les salaires jusqu'à 15 %. Les grèves se multiplient dans l'automobile et la sous-traitance contre les plans de licenciements qui liquident le tissu industriel de bassins entiers. Dans toutes les villes s'étendent les mobilisations des travailleurs territoriaux contre l'application de la loi Dussopt qui prétend les faire travailler plus (1 607 heures par an, ce qui équivaut à 8 jours de travail en plus à Paris et à Saint-Étienne, 7 à 11 jours en plus à Toulouse, 12 jours de plus à Lille) sans aucune compensation salariale ; à Paris, la mobilisation unie des travailleurs et des syndicats a contraint la maire Hidalgo à un recul partiel significatif.

Le peuple rejette les institutions anti-démocratiques de la V^e République, comme il rejette Macron et sa politique. La démocratie voudrait que la volonté de la majorité soit entendue, et que partent Macron et sa politique. La démocratie voudrait que des institutions soient mises en place qui correspondent à la volonté majoritaire dans le pays. La démocratie voudrait que l'on rende la parole au peuple pour qu'il décide de son avenir. Au lieu de quoi, ce gouvernement ultra-minoritaire a l'audace de remettre en cause l'assurance chômage et l'allocation logement, il encourage les licenciements et il prétend maintenant remettre à l'ordre du jour la réforme des retraites. Faut-il rappeler qu'avant la pandémie des millions de travailleurs mobilisés avec les syndicats ont contraint le gouvernement à renoncer à cette réforme ? Il voudrait, en plein été, augmenter l'âge de départ à la retraite de 62 à 64, 65 ans et remettre en cause les régimes spéciaux ? L'argument, comme toujours, est de prétendre qu'il n'y a pas d'argent pour les retraites. Pas d'argent pour les retraites ? En l'espace de dix-huit mois, le gouvernement a déboursé 560 milliards mis au service des capitalistes prétendument au nom de la relance, mais qui, en réalité, servent à spéculer et à financer les plans de licenciements.

